

## Loi sur l'énergie

Modification du 18 novembre 2015 (deuxième lecture)

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

### I.

La loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie<sup>1)</sup> est modifiée comme il suit :

#### **Préambule** (nouvelle teneur)

vu la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'énergie<sup>2)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 7 décembre 1998 sur l'énergie<sup>3)</sup>,

vu les articles 44a, 45, alinéas 1 et 3, 46, alinéas 1 et 3, 47, alinéa 1, et 50 de la Constitution cantonale<sup>4)</sup>,

#### **Article premier, note marginale et phrase introductive** (nouvelle teneur)

Buts

**Article premier** Dans la perspective du développement durable, la présente loi vise à :

(...)

#### **Article 2a** (nouveau)

Terminologie

**Art. 2a** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

#### **Articles 3a à 3c** (nouveaux)

Principes

**Art. 3a** Des mesures ne peuvent être ordonnées en application de la présente loi que si elles sont réalisables sur le plan de la technique et économiquement supportables; les intérêts publics prépondérants doivent être préservés.

Coordination et  
collaboration

**Art. 3b** <sup>1</sup> L'Etat coordonne sa politique énergétique avec celle de la Confédération.

<sup>2</sup> Il collabore avec les autres cantons dans le but d'harmoniser autant que possible les mesures.

<sup>3</sup> Il collabore avec les communes et les milieux concernés pour exécuter la présente loi.

<sup>4</sup> Il peut confier à des tiers des tâches de promotion, de vérification, de contrôle et de surveillance.

Devoirs de  
l'Etat et des  
communes

**Art. 3c** <sup>1</sup> Dans l'ensemble de leurs activités, l'Etat et les communes tiennent compte de la nécessité d'utiliser rationnellement l'énergie, d'en diversifier les sources d'approvisionnement et de favoriser l'utilisation des énergies renouvelables.

<sup>2</sup> Le Gouvernement édicte des prescriptions d'exécution incitant l'Etat et les communes à une politique d'exemplarité en matière de conception énergétique, de consommation d'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables.

<sup>3</sup> Il définit en particulier des critères énergétiques auxquels l'Etat et les communes sont tenus de satisfaire pour les bâtiments publics. Ces exigences peuvent être étendues aux bâtiments construits ou rénovés avec le soutien de l'Etat.

**SECTION 1<sup>bis</sup>** (nouveau titre précédant l'article 4)

**SECTION 1<sup>bis</sup> : Politique et planification énergétiques**

**Article 4** (nouvelle teneur)

Conception  
cantonale de  
l'énergie

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit la conception cantonale de l'énergie.

<sup>2</sup> Celle-ci décrit la situation du Canton en matière énergétique, établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée.

<sup>3</sup> Elle est réexaminée périodiquement et adaptée si nécessaire.

<sup>4</sup> Elle est soumise au Parlement pour discussion.

**Articles 4a à 4c** (nouveaux)

Plan directeur  
cantonal

**Art. 4a** <sup>1</sup> Le plan directeur cantonal désigne les sites servant aux infrastructures actuelles et futures de production, de transport, d'approvisionnement et d'utilisation de l'énergie qui sont importants pour l'approvisionnement en énergie du Canton et qui requièrent une coordination.

<sup>2</sup> Les infrastructures permettant la production d'énergie renouvelable et leur développement revêtent un intérêt prépondérant.

Plan d'action  
communal

**Art. 4b** <sup>1</sup> Sur la base d'une analyse du potentiel d'utilisation rationnelle de l'énergie et de valorisation des énergies renouvelables, les communes fixent leurs objectifs de politique énergétique et définissent un plan d'action permettant de les atteindre. Ces objectifs doivent être compatibles avec ceux définis par la politique énergétique cantonale.

<sup>2</sup> Le plan d'action peut être établi en commun par un ensemble de communes.

<sup>3</sup> Il est soumis à l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : «Département»).

<sup>4</sup> Le Gouvernement en fixe le contenu minimal et les délais de réalisation.

Prescriptions  
communales  
particulières

**Art 4c** <sup>1</sup> Pour tout ou partie de leur territoire, les communes peuvent introduire, dans les instruments d'aménagement local prévus par la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions, les obligations suivantes pour la construction, la transformation ou le changement d'affectation de bâtiments :

- a) des exigences accrues en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de valorisation des énergies renouvelables;
- b) le raccordement des bâtiments à un réseau de chauffage à distance alimenté essentiellement par des énergies renouvelables et/ou des rejets de chaleur.

<sup>2</sup> Les communes peuvent prescrire, dans la réglementation relative au plan d'aménagement local, que soit construite une centrale de chauffage ou une centrale thermique commune à un groupe d'immeubles ou à un quartier.

**SECTION 3** (nouvelle teneur du titre)

**SECTION 3 : Utilisation rationnelle et économe de l'énergie**

**Article 9** (nouvelle teneur)

**Art. 9** <sup>1</sup> Les bâtiments et les installations, ainsi que leurs équipements, doivent être conçus, réalisés et entretenus de manière à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie.

<sup>2</sup> Les bâtiments, parties de bâtiments ou installations existants ne répondant pas aux exigences minimales doivent être adaptés à ces dernières lorsqu'ils subissent des transformations, des rénovations ou des changements d'affectation importants.

<sup>3</sup> Les normes et prescriptions destinées à assurer une utilisation économe et rationnelle de l'énergie sont revues périodiquement en fonction de l'état de la technique.

#### **Article 10, alinéas 1 et 2** (nouvelle teneur)

**Art. 10** <sup>1</sup> Pour les bâtiments à construire destinés à être chauffés, ventilés ou rafraîchis, le permis de construire ne sera accordé que si les caractéristiques thermiques de la construction répondent aux exigences minimales fixées par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Des exigences accrues sont fixées pour les bâtiments chauffés aux énergies fossiles. Elles sont fixées de manière à être moins élevées pour les bâtiments chauffés au gaz naturel que pour les bâtiments chauffés à d'autres énergies fossiles.

#### **Article 11, note marginale** (nouvelle teneur), **alinéa 2** (nouvelle teneur) **et alinéa 3, lettres d et e** (nouvelles)

Couverture des  
besoins de  
chaleur

<sup>2</sup> Les nouveaux bâtiments et les extensions de bâtiments existants doivent être construits et équipés de sorte que leur consommation d'énergie pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, l'aération et le rafraîchissement soit la plus faible possible. Le Gouvernement fixe les exigences à respecter.

<sup>3</sup> Une ordonnance prescrit les dispositions d'exécution et les exigences qui touchent en particulier :

- d) les nouvelles installations de production de chaleur fonctionnant à l'énergie fossile et le remplacement de telles installations ;
- e) l'équipement des bâtiments destinés à être occupés seulement par intermittence.

#### **Article 12** (nouvelle teneur)

**Art. 12** <sup>1</sup> Les bâtiments à construire comportant au moins cinq unités d'occupation et alimentés par une centrale de chauffe doivent être équipés des appareils requis pour l'établissement du décompte individuel des frais de chauffage et de l'eau chaude sanitaire.

<sup>2</sup> Lorsque le système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire est entièrement remplacé dans un bâtiment existant disposant d'une centrale de chauffe pour cinq unités d'occupation au moins, le bâtiment doit être équipé des appareils requis pour l'établissement du décompte individuel des frais de chauffage.

<sup>3</sup> Les groupes de bâtiments à construire alimentés par une centrale de chauffe doivent être équipés des appareils requis pour l'établissement d'un décompte individuel des frais de chauffage par bâtiment.

<sup>4</sup> Dans les groupes de bâtiments existants alimentés par une centrale de chauffe, les appareils requis pour l'établissement du décompte individuel des frais de chauffage par bâtiment doivent être installés lorsque l'enveloppe de l'un au moins des bâtiments est rénovée à plus de 75 %.

<sup>5</sup> Les modalités et exceptions sont fixées par voie d'ordonnance.

### **Article 13** (nouvelle teneur)

Climatisation,  
rafraîchissement  
et ventilation

**Art. 13** <sup>1</sup> L'installation de systèmes de ventilation, de rafraîchissement ou de climatisation, de même que la modification importante de systèmes existants, ne sont permises que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le système est conçu, monté et exploité de manière à assurer une consommation d'énergie limitée ;
- b) le système est équipé d'un dispositif de récupération de la chaleur ;
- c) l'affectation du bâtiment, ou de certaines de ses parties, ou l'emplacement de celles-ci, nécessite un tel système.

<sup>2</sup> Les modalités et exceptions sont fixées par voie d'ordonnance.

### **Article 15** (nouvelle teneur)

Rejets  
thermiques  
a) En général

**Art. 15** <sup>1</sup> Les rejets thermiques doivent être exploités dans la mesure du possible.

<sup>2</sup> Les modalités et exceptions sont fixées par voie d'ordonnance.

### **Article 15a** (nouveau)

b) Installations productrices d'électricité

**Art. 15a** <sup>1</sup> La construction d'installations de production d'électricité alimentées avec des combustibles fossiles n'est autorisée que si la chaleur ainsi engendrée est utilisée complètement et conformément à l'état de la technique. Font exception les installations non reliées au réseau public de distribution d'électricité.

<sup>2</sup> La construction d'installations productrices d'électricité alimentées avec des combustibles gazeux renouvelables n'est autorisée que si une grande partie de la chaleur ainsi engendrée est utilisée conformément à l'état de la technique. Cette exigence ne s'applique pas aux exploitations qui ne valorisent qu'une part moindre de déchets biodégradables non agricoles et qui ne sont pas raccordées à un réseau public de distribution de gaz, ou qui ne peuvent pas être raccordées à un tel réseau moyennant un investissement raisonnable.

<sup>3</sup> La construction d'installations productrices d'électricité alimentées avec des combustibles renouvelables solides ou liquides n'est autorisée que si une grande partie de la chaleur ainsi engendrée est utilisée conformément à l'état de la technique.

<sup>4</sup> La construction d'installations de secours pour la production d'électricité n'est pas soumise aux exigences qui précèdent, à moins que leur exploitation pour des essais dépasse cinquante heures par année.

#### **Article 16** (nouvelle teneur)

**Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve des exceptions fixées par voie d'ordonnance, il est interdit :

- a) de monter de nouveaux chauffages électriques fixes à résistance pour le chauffage des bâtiments;
- b) de monter des chauffages électriques fixes à résistance pour remplacer des chauffages électriques fixes à résistance alimentant des systèmes de distribution de chaleur par eau;
- c) de monter des chauffages électriques fixes à résistance comme chauffages d'appoint.

<sup>2</sup> Les chauffages électriques fixes à résistance de secours ne sont admis que dans une mesure limitée. Les modalités sont déterminées par voie d'ordonnance.

#### **Article 17** (nouvelle teneur)

**Art. 17** <sup>1</sup> Les bâtiments à construire sont conçus de manière à produire eux-mêmes une part de l'électricité dont ils ont besoin.

Production autonome d'électricité

<sup>2</sup> Cette part minimale est calculée sur la base des besoins théoriques. Elle est convertie dans la puissance en kilowatts (kW) de l'installation nécessaire pour y parvenir.

<sup>3</sup> Il ne pourra en aucun cas être exigé une installation d'une puissance supérieure à 30 kW.

<sup>4</sup> Les modalités et exceptions sont fixées par voie d'ordonnance.

### Articles 17a à 17f (nouveaux)

Justificatif  
d'efficacité  
énergétique

**Art. 17a** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut rendre obligatoire l'établissement d'un certificat énergétique cantonal des bâtiments, notamment dans les cas suivants :

- a) demandes de subventions cantonales pour des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique;
- b) construction de nouveaux bâtiments;
- c) aliénations;
- d) remplacement d'installations de chauffage par de nouvelles installations fonctionnant à l'énergie fossile.

<sup>2</sup> Les modalités sont fixées par voie d'ordonnance.

Piscines  
chauffées

**Art. 17b** Lors de la construction, du renouvellement ou de la transformation importante des équipements techniques de piscines chauffées, l'usage des énergies renouvelables, la récupération de chaleur et la couverture des bassins sont exigés dans des proportions fixées par le Gouvernement selon les types de piscines.

Chauffages de  
plein air

**Art. 17c** <sup>1</sup> Les chauffages de plein air (terrasses, rampes, chénaux, estrades, etc.) doivent être exclusivement alimentés par des énergies renouvelables ou des rejets thermiques inutilisables d'une autre manière.

<sup>2</sup> Une exception à l'alinéa 1 peut être accordée pour le montage, le renouvellement ou la modification d'un chauffage de plein air s'il est démontré, cumulativement, que :

- a) la sécurité des personnes, des animaux et des biens ou la protection d'équipements techniques l'exige ;
- b) des travaux de construction (par exemple mise sous toit) ou des mesures d'exploitation (par exemple déneigement) sont impossibles ou demandent des moyens disproportionnés ;
- c) le chauffage de plein air est équipé d'un réglage thermique et hygrométrique.

Eclairage

**Art. 17d** <sup>1</sup> Sont considérées comme éclairages les installations mobiles ou stationnaires telles que les éclairages intérieurs, les éclairages de rue, les éclairages d'objets et les éclairages d'installations de loisirs et de terrains de sport.

<sup>2</sup> L'exploitation des éclairages doit être efficace énergétiquement, respectueuse de l'environnement et adaptée à l'usage prévu.

<sup>3</sup> Des valeurs limites de consommation nécessaire à l'éclairage peuvent être fixées en fonction de la taille des bâtiments.

<sup>4</sup> Les éclairages qui diffusent de la lumière vers le ciel ou qui illuminent le paysage sont interdits. Pour des motifs importants, la commune peut autoriser des exceptions limitées dans le temps.

<sup>5</sup> Les communes peuvent fixer par voie de règlement des exigences particulières relatives à l'efficacité énergétique, la luminosité et les heures de fonctionnement destinées aux éclairages.

Attestation  
d'exécution

**Art. 17e** <sup>1</sup> Au terme des travaux et avant l'occupation ou la mise en service de l'objet, le maître de l'ouvrage doit fournir à l'autorité compétente une attestation confirmant que l'exécution est conforme au projet approuvé.

<sup>2</sup> L'attestation doit être formulée par écrit et être signée par le maître de l'ouvrage ainsi que par le responsable du projet.

Gros  
consommateurs

**Art. 17f** <sup>1</sup> Les gros consommateurs de chaleur ou d'électricité doivent analyser leur consommation d'énergie et prendre des mesures raisonnables d'optimisation.

<sup>2</sup> Les mesures sont raisonnables si elles correspondent au niveau des connaissances techniques, si elles sont rentables sur la durée d'utilisation de l'investissement et si elles n'entraînent pas d'inconvénients majeurs sur le plan de l'exploitation.

<sup>3</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable aux gros consommateurs qui s'engagent, individuellement ou en groupes, à poursuivre les objectifs fixés par l'Etat en matière d'évolution de la consommation d'énergie. De plus, ils peuvent être exemptés du strict respect de certaines exigences techniques particulières en matière d'énergie.

<sup>4</sup> Les conditions pour être considéré comme gros consommateur sont déterminées par voie d'ordonnance. La pratique de la Confédération et des autres cantons sert de référence.



**Article 20, note marginale** (nouvelle teneur) **et alinéa 2** (abrogé)

Contrôle de  
l'application des  
mesures  
a) Police des  
constructions

**Art. 20** <sup>1</sup> (...)<sup>2</sup> (Abrogé.)**Article 20a** (nouveau)

b) Service du  
développement  
territorial

**Art. 20a** <sup>1</sup> Le Service du développement territorial est habilité à procéder, moyennant avertissement préalable, à tout contrôle en lien avec l'application de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut requérir l'intervention des organes de la police des constructions et dénoncer les infractions constatées.

<sup>3</sup> Les frais de contrôle sont mis à la charge du propriétaire lorsqu'une irrégularité a été constatée. Ils peuvent être réduits en fonction de l'importance de celle-ci.

**Article 21, alinéa 1** (nouvelle teneur)

**Art. 21** <sup>1</sup> Les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie sont tenus de fournir, gratuitement et sur demande, les données nécessaires à l'application de la présente loi, à la prévision des besoins énergétiques et à l'établissement de statistiques.

**Article 26** (nouvelle teneur)

**Art. 26** Le Gouvernement exécute la présente loi par voie d'ordonnance.

**Article 28a** (nouveau)

Disposition  
transitoire  
relative à la  
modification du  
...

**Art. 28a** <sup>1</sup> L'article 28 s'applique également à la modification du 18 novembre 2015.

<sup>2</sup> Les obligations découlant des articles 9 à 13 et 15 à 17f sont mises en œuvre progressivement jusqu'au 31 décembre 2019. Elles sont pleinement applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**II.**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Le président :  
Jean-Yves Gentil

Le secrétaire :  
Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 730.1
- 2) RS 730.0
- 3) RS 730.01
- 4) RSJU 101